

# Simple spectatrice de l'Histoire

## La Suisse n'épouse pas la vision européenne de ses voisins

Gilbert Casasus\*

» Les Suisses, trop soucieux de leur sacrosainte indépendance, se méfient toujours de la prédominance des « grands en Europe ». Ils détournent résolument leurs regards de la France et de l'Allemagne, et plus encore du tandem franco-allemand, suspecté d'être à l'origine de tous les maux dont souffre l'Europe, accusé aussi de vouloir diriger l'Union européenne, d'écraser les petits pays au profit des grands et d'étouffer l'expression de la diversité. En ce sens, la Suisse entretient une relation dialectique avec ses deux principaux voisins.

Ueli Maurer sera le président de la Suisse en 2013. Hasard du calendrier, à l'heure où la France et la République fédérale d'Allemagne fêteront le cinquantième anniversaire du Traité de l'Elysée, la Confédération helvétique aura le plus anti-européen des conseillers fédéraux à la tête de son exécutif. Ancien Président national de la bien mal nommée Union Démocratique du Centre (UDC) et actuel chef du département fédéral de la

Défense, de la Protection de la population et des Sports, Ueli Maurer n'a jamais eu sa langue dans sa poche. Lui, dont les idées se rapprochent d'une extrême-droite de salon et dont les prises de position ravissent tous les amis de la « droite populaire », a toujours exprimé son hostilité à l'encontre de la construction européenne. Dans une interview à l'hebdomadaire allemand *Die Zeit*, datée du 21 juin 2012, le ministre suisse n'hésite

### Neutralität um jeden Preis

Mit Ueli Mauer wird 2013 ein erklärter Anti-europäer Schweizer Bundespräsident sein, dessen Positionen „*alle Freunde des Rechtspopulismus entzücken*“, so der Autor des Beitrags, Gilbert Casasus, Professor für „Europastudien“ an der Universität Freiburg/Fribourg (Schweiz).

Angesichts des 50-jährigen Jubiläums des Elysée-Vertrages mag das ein Zufall sein oder nicht, jedenfalls verweigert sich die Schweiz seit über 50 Jahren mehr oder weniger Europa und standhaft der Europäischen Union – eine „Wagenburg-Mentalität“ die von einer unabhängigen Schweizer Expertenkommission um den Historiker Jean-François Bergier als „*egoistisch und ängstlich*“ bezeichnet wurde. Dabei ist gerade die Schweiz das ideale Vorbild für Europa: multikulturell, polyglott – und föderal seit 1848.

Das Land, Sitz internationaler Organisationen wie der Vereinten Nationen, dessen Mitglied es erst seit 2002 ist, hat es stets verstanden, von seinen europäischen Nachbarn zu profitieren. Schweizer Europa-Gegner, denen jedoch u. a. Souveränitätsverlust und die Führungsposition großer Länder wie Deutschland und Frankreich in der EU suspekt sind, verweisen gerne auf neun Volksabstimmungen zur Schweizer Europapolitik seit 1972 als Ausdruck direkter Demokratie – auch wenn sie im Wesentlichen für die Schweiz vorteilhafte Wirtschaftspartnerschaften betrafen. Die Frage nach einem Schweizer Beitritt zur Europäischen Union wurde nie gestellt – einer Umfrage des Polytechnikums Zürich im Jahr 2012 würden ihn auch nur 17 % der Schweizer befürworten. Das ist der niedrigste Wert, der je erreicht wurde.

Red.

\* Gilbert Casasus est professeur en Etudes européennes à l'Université de Fribourg/Suisse.

pas à déclarer que « *plus personne qui a encore toute sa tête, ne veut entrer dans l'Union européenne* ». A l'image des Croates, nouveaux membres l'Union européenne d'ici le 1<sup>er</sup> juillet 2013, et qu'Ueli Maurer traite peu ou prou d'imbéciles, peu nombreux sont les partenaires de la Suisse qui apprécient de tels propos. Offensants pour les uns, ridicules pour les autres, ils sont au diapason d'une Suisse qui, depuis plus de cinquante ans, a raté tous ses rendez-vous historiques avec l'Europe.

### Egoïsme national et espoirs européens

Débat passionnel sans fin, rien ne sert de s'interroger une fois de plus sur le refus suisse d'adhérer à l'Union européenne. En revanche, la curiosité de l'historien et l'esprit critique du politologue permettent de jeter un autre regard sur une relation tumultueuse qui n'est certainement pas prête de s'estomper. Pays européen par excellence, Etat fédéral depuis 1848, espace pluriculturel et exemple d'harmonie linguistique où se rencontrent pas moins de quatre langues nationales, la Suisse a tous les atouts en main pour servir de modèle au reste de l'Europe. Mais ne serait-ce par égoïsme ou par ignorance, elle préfère se recroqueviller sur elle-même et rester fidèle à ce qu'elle croit toujours être sa force : son isolement. C'est ici qu'elle renoue avec cette mentalité du « réduit », dont elle se sent redevable pour l'avoir épargnée des drames de la Seconde Guerre mondiale. Nom emprunté au repli de ses troupes dans les montagnes et des vallées alpines, le « réduit » décrit à la fois une posture stratégique et une attitude politique auxquelles une grande majorité de Suisses a trop longtemps accordé sa confiance. Sauf que depuis la fin des années 1990, la Suisse ne fait plus exception à la règle. La voilà attaquée, elle, qui comme pays neutre, se disait inattaquable.

Le 22 mars 2002, la Commission indépendante d'experts suisse sur la Seconde Guerre mondiale, présidée par l'historien Jean-François Berger (1931-2009), rendait son verdict. Sans appel, il interpellait la classe politique helvétique qui avait longtemps omis de reconnaître que « *la responsabilité envers le monde extérieur fut trop souvent et sans nécessité reléguée à l'arrière-plan, par mauvais calcul, par la conscience déficiente d'un changement*

*des règles du jeu et de la gravité de ses conséquences, par routine, par égoïsme ou par peur* ».

Bien que moins dramatique dans sa portée, le comportement européen de la Suisse rappelle quelque peu celui qu'elle a adopté durant la Seconde Guerre mondiale. Toujours par manque de clairvoyance « *envers le monde extérieur, par égoïsme ou*

#### Die Schweiz als Gefängnis

„Die Welt wird entweder untergehen oder verschweizern.“

In seinen ersten Werken verarbeitet der Schriftsteller Friedrich Dürrenmatt (1921–1990) seine Erinnerungen an den Krieg. Er hatte die Vorstellung, in dieser verschonten Schweiz eingeschlossen zu sein. Also, dass der Ort der Verschönerung gleichzeitig ein Gefängnis ist. Das ist auch die Thematik, die am Ende seines Lebens in einer berühmten Rede für Vaclav Havel wieder auftaucht – eine viel beachtete und viel kritisierte Rede, in welcher er die Schweiz wieder als Gefängnis bezeichnete, in dem nicht klar sei, wer die Gefangenen und wer die Wärter seien. Damals wurde die Rede als antibürgerliche Kritik an den starren politischen Verhältnissen der Schweiz interpretiert. Red.

*par peur* », elle a sans cesse fait preuve d'une hautaine assurance à l'égard de ses voisins les plus proches de même que d'une singulière méconnaissance de l'actualité de ses partenaires les plus importants. A trois semaines de sa propre mort, en novembre 1990, l'écrivain Friedrich Dürrenmatt n'hésita pas à comparer la Suisse à une « *prison* », mais une prison où tous les Suisses se sentent libres, « *plus libres que d'autres, libres comme des prisonniers dans la prison de leur neutralité* », pour poursuivre que « *cette prison n'a pas besoin de murs, car les occupants sont eux-mêmes les surveillants qui se surveillent eux-mêmes ; et parce qu'ils sont des hommes libres... ils ne peuvent pas adhérer à l'ONU* », tandis que « *la Communauté européenne leur procure des soucis* ». Entre-temps, le 10 septembre 2002, la Suisse est devenue membre des Nations-Unies. Quant à l'être de l'Union européenne, cela prendra peut-être encore quelques dizaines d'années !

## Un exemple de paix pendant la guerre

Le parallèle entre l'ONU et la construction européenne ne doit rien au hasard. Confondant plus ou moins volontairement l'adhésion à une organisation internationale avec l'appartenance à une institution supranationale, les Suisses ont toujours mélangé deux démarches qui, à leurs yeux, entravent leur sacrosaint principe de neutralité. Accueillant la Société des Nations durant l'entre-deux-guerres, la Confédération helvétique sera pourtant absente de la Conférence de San Francisco en juin 1945 et ne signera pas la Charte des Nations Unies. En 1946, le Palais des Nations à Genève devient toutefois le siège de l'Office européen des Nations Unies, avant de changer de nom en 1966 pour s'appeler siège européen de l'ONU. La Genève internationale profite alors de son rang et de sa renommée. De plus, elle bénéficie du statut de la Suisse qui, à l'époque de la guerre froide, offre un cadre idéal pour de nombreuses négociations américano-soviétiques. D'ailleurs, à quelques centaines de mètres du Palais des Nations, à proximité immédiate du Lac Léman, la Villa Moynier accueille dès le 7 octobre 1950 le siège du Centre européen de la Culture. Il fut présidé par l'écrivain Denis de Rougemont, dont l'engagement pro-européen fut beaucoup plus sincère que ne l'étaient ses convictions démocratiques. La domiciliation de ce Centre à Genève récompense aussi les efforts que celui-ci avait déployés comme rapporteur de la Commission culturelle et comme rédacteur de la *Déclaration finale* du Congrès de la Haye en mai 1948.

Havre de paix entre 1939 et 1945, la Suisse fait alors figure d'exemple pacifique dans toute l'Europe, en particulier pour ses voisins les plus immédiats dont elle devient une référence politique. De cette Suisse naît alors un élan européen qui, de surcroît imprégné d'anticommunisme, devait se propager au-delà des frontières de la Confédération helvétique. Ainsi est-ce à Montreux que des 27 au 31 août 1947 se réunit l'Union européenne des fédéralistes (UEF), qui dans sa motion déclare que devant « *la gravité de la situation dans laquelle se trouve l'Europe, on exige un commencement de la réalisation fédérale là où elle peut être tentée, là où les peuples disposent encore d'une*

*certaine liberté de mouvement et de décision, là où l'opinion peut agir efficacement sur l'action gouvernementale* ».

Cette déclaration faisait suite au discours que Winston Churchill a tenu le 19 septembre 1946 à Zurich. Considéré par certains observateurs comme l'un des actes fondateurs de la construction européenne, il avait pour objectif de « *recréer la famille européenne, cela dans la mesure du possible, puis de l'élever de telle sorte qu'elle puisse se développer dans la paix, la sécurité et la liberté* », car, dit encore le texte, « *il nous faut édifier une sorte d'Etats-Unis d'Europe* ». D'abord unanimement salué par la presse et la politique, ce discours était peut-être moins européen qu'on ne le pensait. Certes, selon Churchill, « *le premier pas vers la création de la famille européenne doit consister à faire de la France et de l'Allemagne des partenaires. On ne peut donc pas s'imaginer une renaissance de l'Europe sans une France intellectuellement grande et une Allemagne intellectuellement grande* ». Mais y regarder de plus près, les propos de Winston Churchill n'avaient pas cette dimension européenne qu'on lui avait attribuée un peu trop vite. Parce que pour « *nous autres Britanniques, nous avons le Commonwealth* », l'ancien numéro un de sa très gracieuse majesté n'éprouvait pas la moindre envie d'engager le Royaume-Uni dans l'aventure européenne. Position immédiatement partagée par les autorités helvétiques, elle faisait l'affaire d'une Suisse peu concernée par le devenir de ses voisins les plus proches que sont la France et l'Allemagne. Plus prompte à épouser les thèses britanniques, elle se vautrait dans sa position de neutralité, devenant alors simple spectatrice d'une histoire européenne sur laquelle elle n'avait volontairement pas prise. Par sa propre faute, elle venait de emboîter le pas dans une voie qu'elle définirait elle-même, quelques années plus tard, de « *bilatérale* », mais qui en vérité s'avère être sans issue.

## 17 % pour l'Europe

A écouter les Suisses, leur pays est le seul à s'être toujours démocratiquement exprimé sur le sort de l'Europe. Argument recevable à maints égards, il omet néanmoins de dévoiler l'essentiel. A l'exception du Liechtenstein, tous les voisins de la

Confédération helvétique sont membres de l'Union européenne. Trois d'entre eux, sur cinq, font même partie des premiers signataires de la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier (CECA) en avril 1951. Avec la France, l'Italie et la République fédérale d'Allemagne, il ne s'agit là pas moins que des principaux partenaires politiques, économiques, commerciaux et culturels de la Suisse. Celle-ci a certes organisé neuf référendums sur les questions européennes depuis 1972, sans toutefois jamais se prononcer sur l'unique question qui vaille, à savoir celle de l'adhésion de la Confédération à l'Union européenne. Aujourd'hui, et selon un récent sondage réalisé en 2012 sous la direction de l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich, seuls 17 % des Suisses souhaitent rejoindre l'Union européenne. C'est là historiquement le score le plus faible jamais enregistré depuis l'existence de ces enquêtes d'opinion. C'est là aussi la traduction d'un profond désamour entre les Suisses et les autres Européens que les nombreux référendums ont sans cesse creusé. Car, que les autorités helvétiques l'admettent ou non, le recours à la démocratie directe a sensiblement nui au rapprochement entre Berne et Bruxelles. En effet, chaque succès d'un oui référendaire n'avait que pour seul effet d'accorder aux Suisses les avantages consentis par l'Europe communautaire, sans qu'en retour ils aient à supporter le moindre inconvénient que pourrait entraîner une adhésion à l'Union. Expression d'une position nationaliste et égoïste, ce comportement correspond en tout point à l'attitude que la Confédération helvétique a eue à l'égard de la construction européenne.

### Un tournant anti-européen

Dès ses débuts, elle s'est mise en retrait et a privilégié des alternatives dont les deux dénominateurs communs sont respectivement la préférence du libre-échange et un sentiment de suspicion perçu à l'égard au couple franco-allemand. En ce sens, la Suisse s'est immédiatement résolue à devenir l'un des membres fondateurs de l'Association européenne de libre-échange (AELE), créée en janvier 1960. Elle préféra de loin un partenariat avec les pays scandinaves et le Royaume-Uni de même qu'elle ignora à l'époque le Marché commun. Son

choix ne changea pas jusqu'en 1972. Tenant compte des progrès de la Communauté européenne et de son premier élargissement au Danemark, à la Grande-Bretagne (ses deux ex-partenaires de l'AELE), ainsi qu'à l'Irlande, elle décidait d'assouplir sa position en acceptant l'accord de libre-échange avec la Communauté européenne.

Vingt ans plus tard, le 6 décembre 1992, la Suisse prenait ostensiblement un tournant anti-européen. Lors du référendum sur l'adhésion à l'Espace économique européen, une infime majorité d'électeurs (50,30 %) et une plus grande majorité de cantons se prononcèrent pour le non. Le ministre de l'Economie de l'époque, Jean-Pascal Delamuraz, évoquait le jour même « *un dimanche noir* » qui, à tout jamais, a marqué l'histoire tumultueuse entre la Suisse et l'Union européenne. Bien que non explicitement consacré à l'entrée de la Confédération helvétique à l'Union européenne, ce scrutin figea une attitude hostile des Suisses à l'encontre de l'Europe. Si de nombreuses causes peuvent expliquer cet échec, quelques unes d'entre-elles retiennent particulièrement l'attention. Pour nombre de votants, notamment suisses-allemands, la puissance d'une Allemagne réunifiée suscita peurs et inquiétudes. De même l'idée d'une monnaie commune n'engendrait guère l'enthousiasme des électeurs, trop attachés qu'ils sont à la valeur du franc suisse. Enfin, la demande officielle d'adhésion formulée par Berne à la Commission européenne ne trouva que trop peu d'échos favorables. Aujourd'hui « gelée », elle se retrouve, selon les termes même de la très officielle plateforme *swissinfo.ch*, « *quelque part dans une boîte d'archive de l'Union européenne à Bruxelles* ».

Bien que très fortement imprégnée par les cultures francophone et germanophone, la Suisse se détache volontiers de la France et de l'Allemagne. Elle n'épouse ni leur système politique, ni leurs intérêts stratégiques et encore moins leur vision européenne. Elle veut demeurer elle-même et ne pas devenir « une petite France » et encore moins « une petite Allemagne ». Que ce risque n'est pourtant que pur fantôme et pure lubie ne semble pas encore l'avoir effleurée. Elle se réduit comme elle l'a toujours fait. Non pas, cette fois-ci, contre un agresseur belliciste, mais contre une Europe pacifique.